



La Mare aux Canards

Un déménageur breton colonise les médias et l'Afrique

Vincent Bolloré élimine les derniers trublions de Canal, qui part à la conquête du continent où Bolloré Vincent commerce.

DU bon boulot, net et sans bavure ! Après le fignolage des « Guignols » et le dézingage du « Grand Journal », la liquidation, en douceur, du « Petit Journal » et « Made in Groland ». Ainsi, le milliardaire aura fini son ménage dans le bon temps, à huit mois de la présidentielle. Pour ceux qui, depuis la prise de contrôle de Vivendi, maison mère de Canal, doutaient encore des intentions du pédégé qui n'apprécie ni l'insolence ni l'humour politiques, surtout de gauche, l'affaire est plus qu'enclavée. Le karcher Bolloré va tout lessiver.

Pour « Le Petit Journal », de loin la plus dérangeante des émissions de Canal, le premier actionnaire de Vivendi a su manœuvrer afin d'éviter les cris de douleur de la classe politique sur la mort de la liberté d'expression. Plutôt que de virer, il a écourté. Dès le mois de janvier, Bolloré a commencé par repousser les rendez-vous avec Lau-

rent Bon, cofondateur avec Yann Barthès de Bangumi, la boîte qui produit l'émission et voulait préparer la grille de septembre.

Il a fait lanterner le tandem, causé des coupes budgétaires, rencontré après rencontre... Si bien que, début avril, Bon et Barthès n'avaient toujours pas la moindre garantie sur leur présence à l'antenne à la rentrée. Le duo a donc dû négocier avec d'autres que Canal. France Télé, d'abord, pour la galerie : le groupe public n'a plus un radis et peut difficilement accueillir Barthès, alors qu'il est en pleine idylle avec Hollande. Et ensuite... TF1. Oui, la chaîne du bétonneur Bouygues, de « Koh-Lanta » et des coups de ciseaux. Bon et Barthès n'étaient pas follement enthousiastes. Le principe de réalité aura vite rattrapé tout ce petit monde... Soyons justes, dans cette opération de liquidation (avant fermeture ?), Bolloré concilie allègrement censure et business. Les programmes en clair, c'est du gratuit pour le téléspectateur, même

si « Le Petit Journal » et « Les Guignols » drainaient de la pub. Or Bolloré ne veut plus de gratuit. Sa grande idée : raboter tous les budgets (y compris en se désengageant en partie du financement du cinéma français), tout crypter et, finalement, proposer un abonnement moins cher avec, en vedette, son choucou Cyril Hanouna, dans l'espoir de stopper la fuite des abonnés.

Et qu'importe le contenu, pourvu que rentre l'oseille ! Les nouveaux programmes doivent aussi pouvoir s'exporter à l'étranger, à travers toute la série de bouquets satellite que le groupe renforce actuellement. Sans surprise, l'une des cibles privilégiées du missionnaire Bolloré est l'Afrique. Un nouvel eldorado audiovisuel pour l'ami des dictateurs, où, lorsqu'il ne tente pas de racheter des télé locales, il leur propose de rejoindre la grande famille de Canal Plus Afrique, branche de Canal Overseas, qui génère 1,3 milliard d'euros de chiffre d'affaires.

Du sérieux : ce n'est plus du guignol...



Du Togo à la Guinée, Bolloré bâtit sa fortune franco de port

« **A**UJOURD'HUI, avec l'Afrique, Bolloré s'est constitué une machine à cash incomparable. Il est en situation de quasi-monopole dans de nombreux ports de la côte ouest. Grâce aux conditions – pas toujours régulières – dans lesquelles il a décroché ces marchés, il peut imposer des tarifs ultra-rentables. » C'est un expert de la marine marchande qui s'exprime. Et qui donne, à l'appui, quelques chiffres éloquentes.

A Conakry (Guinée), où le groupe Bolloré contrôle le terminal de conteneurs, l'activité lui rapporterait près de 40 millions d'euros de chiffre d'affaires par an, constitué à parts presque égales par les armateurs qui livrent ces gros caissons métalliques et par les destinataires qui les ont commandés. Les uns et les autres paient la manutention (grues, engins de transport), l'entreposage, la conservation (parfois réfrigérée), le traçage et le gardiennage de ces boîtes d'acier. Et ils acquiescent de lucratives amendes, lorsque celles-ci stationnent au-delà du délai permis.

Face à cette quarantaine de millions, quelles sont les dépenses à la charge du groupe ? La plus importante a été versée

en une fois : un « droit d'entrée », fixé à 15 millions d'euros. Vient ensuite la redevance annuelle d'exploitation, payée à l'Etat guinéen. Elle ne ruine pas le concessionnaire : entre 2 et 3 millions par an. « Une fois soustraits les salaires, l'assurance et le coût de l'énergie, poursuit notre expert, le bénéfice net, pour Bolloré, dépasse 30 millions par an. »

Conteneurs plaqué or

Contacté par « Le Canard », le groupe confirme ces chiffres, affirmant qu'il a investi plus de 100 millions et en dépensera au moins autant pour moderniser le port d'ici à la fin de sa concession (en 2036). Certes, les 14 ports et 23 terminaux opportunistes, entre Atlantique et océan Indien, où intervient l'industriel, ne sont pas tous aussi rentables. Mais, au total, leurs profits représentent l'essentiel des 564 millions de bénéfice net annoncés par le groupe Bolloré pour l'année 2015. Merci, l'Afrique !

Et ce n'est qu'un début. Car, sur ce continent, plus de 90 % des échanges se font par la mer. Les ports sont donc grands ouverts sur le business. Et plusieurs Etats ont une croissance égale ou supérieure à celle de

la Chine ! Ces perspectives dorées excitent la jalousie et les accusations pleuvent sur « Bollo » et sur ses méthodes pour faire d'aussi bonnes affaires. Soupçons et dénégations ont conduit, sur plainte d'un concurrent, aux perquisitions du siège parisien de Bolloré Africa Logistics, le 8 avril. En cause, les conditions d'octroi des ports de Lomé (Togo), en 2010, et Conakry, en 2011. Selon les juges Audé Buresi et Serge Tourniaire, ils sont entachés d'un soupçon de « corruption d'argent public étranger ».

Les VRP de l'Elysée

Au Togo, le Français avait décroché – pour trente-cinq ans ! – la concession du port à conteneurs, après que l'agence Havas (filiale de Bolloré) eût assuré la com' pour la réélection du peu démocrate président Faure Gnassingbé. Victime : le groupe espagnol Prologis, brutalement chassé des quais au profit de Bolloré. En Guinée, Havas s'est, là encore, occupé de la campagne du futur président Alpha Condé. Une fois élu, celui-ci a envoyé l'armée, le 8 mars 2011, expulser le groupe français Necotrans, concessionnaire du port, pour

y installer Bolloré. Dans les deux cas, comme pour les marchés remportés au Congo, au Sénégal, au Gabon et au Cameroun, la présidence française – de Sarkozy à Hollande – a pesé de tout son poids, à coups de déclarations et de visites officielles, pour aider son champion.

Le cas le plus pittoresque est celui du port d'Abidjan, que l'ex-président Gbagbo avait, de son propre aveu, octroyé de gré à gré à Bollo pour complaire aux Français. La concession, pourtant contestée, a été

confirmée par Alassane Ouattara, reconnaissant aux Français de l'avoir aidé à chasser son rival.

En décembre 2014, Jean-Louis Billon, ministre du Commerce d'Ouattara, a dénoncé les trop bonnes affaires de Bolloré à Abidjan, en évoquant le « port le plus cher de la sous-région, avec Dakar ». Il faut préciser que le frère de Billon dirige une entreprise concurrente. Il sait donc de quoi il parle.

Jean-François Julliard

Main basse sur les terres

Le groupe Bolloré a perdu son procès en diffamation contre « Bastamag », un site spécialisé dans les questions environnementales et sociales. Ce jugement du tribunal de grande instance de Paris, rendu le 14 avril, est passé un peu inaperçu. Le site avait mis en cause les activités du financier breton dans l'appropriation de terres en Afrique et en Asie à travers la Socfin, une holding luxembourgeoise, dont Bolloré est le principal actionnaire.

L'article de « Bastamag » décrit comment

l'empire Bolloré s'est emparé, depuis vingt ans, de plus de 150 000 ha de terrains pour la production d'huile de palme et la plantation d'hévéas, au mépris des cultures paysannes locales et de la biodiversité.

Estimant que les journalistes avaient « une base factuelle suffisante » pour étayer leurs propos, le tribunal a contesté l'idée que les activités de la Socfin soient « juridiquement distinctes de la société Bolloré ». Le groupe du financier, qui a fait appel, ne peut plus se cacher derrière son petit doigt...

La République entre bons amis

LE 16 SEPTEMBRE, une des filiales du groupe Bolloré a empoché un marché public de (soyons précis) 26 666 666,67 euros ! C'est le ministère de la Défense qui a passé commande, afin d'assurer l'assistance aéroportuaire des avions appartenant ou exploités par le ministère de la Défense et le ministère de l'Intérieur. Il s'agit des zébrés qui transportent les huiles de la République. Jusqu'à présent, ces Airbus et Falcon étaient, lors de leurs escales, en France comme à l'étranger, bichonnées et approvisionnées par les personnels d'Air France. Désormais, c'est Bolloré Logistics qui veillera sur eux.

Heureux hasard, sans doute, et épilogue d'un appel d'offres passé de manière régulière. N'empêche, Jean-Yves Le Drian, né à Lorient, est cousin comme cochon (breton) avec Bolloré, le milliardaire natif d'Ergué-Gabéris. « En Bretagne, tous les parlementaires et grands maires, de gauche comme de droite, sont cousins avec Vincent », témoigne un élu local. Sans oublier au moins un conseiller élyséen : Bernard Poingnant, ancien maire de Quimper, qui aime à « jouer le rôle de facilitateur » entre l'exécutif et l'industriel. Autrement dit, il l'aide à atterrir...



Les bonnes œuvres de saint Vincent

SOUS ses dehors rugueux, Bolloré est un homme généreux. Très généreux. Il faut dire qu'il gagne de l'argent. Beaucoup d'argent. Ça aide. En 2015, les bénéfices de son groupe ont été en hausse de 157 % par rapport à l'année précédente, à 564 millions d'euros. Le patron breton a ses bonnes œuvres.

La liste des actions de charité – parrainages et mécénat – réalisées par le groupe en 2014 compte 23 bénéficiaires. Parmi lesquels quelques vénérables institutions laïques, comme la ville d'Ergué-Gabéris, berceau familial dans le Finistère Sud, le lycée Henri-IV, où Gérard Longuet, l'ex beau de Vincent, fit ses études, la Fondation partenariale Paris-Dauphine, où Yannick, Sébastien et Marie, enfants de Vincent et administrateurs du groupe, ont été étudiants.

Il y a encore l'Institut Montaigne de Claude Bébéar, cher aux libéraux, l'Institut du cerveau et de la moelle épinière, cher aux grosses têtes, et, surtout, beaucoup de congrégations ou associations religieuses.

Le Breton Bolloré est un vrai catho, qui consacre l'essentiel de son budget mécénat aux gens d'Eglise ou assimilés. Parmi eux, et dans le désordre, Notre-Dame de la Croix, la Mission catholique espagnole, la Fundatia de Binefacere de Moldavie, la Fraternité des amis de la Bradière, des religieuses de l'Orne qui adorent saint Augustin, la fondation KTO, qui

soutient la chaîne de télé du même nom, la Communauté du Chemin-Neuf, très présente en Afrique, comme la communauté des Augustins, les bénédictins de l'abbaye Sainte-Anne de Kergonan et les amis des moniales dominicaines d'Avrillé.

Diabes dans le bénitier

Les dominicains d'Avrillé ont un intéressant site Internet, sur lequel ils annoncent une conférence le 17 mai : « Le combat de Mgr Lefebvre continue... ». Ils se penchaient aussi, le 3 mai, sur l'islam, pour dénoncer le « relâchement moral » de cette religion, « qui tient à la vie corrompue du fondateur et ne lui permet de constituer qu'une forme de civilisation inférieure ».

Le fidèle peut aussi télécharger un tract sur le thème « Laïcité et islam », qui établit des passerelles entre « la maçonnerie et l'islam » : « Ça paraît s'opposer, et, pourtant, les deux s'entraident comme les deux mâchoires d'une tenaille. Les deux masques d'un même "non !" » écrivent les religieux d'Avrillé. Qui se plaignent aussi de Vatican 2 et mettent dans une rubrique « Fausses religions » le judaïsme, l'islam et la laïcité. Une très intéressante communauté qui mérite bien les deniers du culte de l'homme d'affaires pour développer son site Internet.

J.-M. Th.

Touraine remet une couche |

La "querre froide"